

**Nations unies - Guinée-Bissao -  
Intervention de la représentante  
permanente adjointe de la mission  
permanente de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 14 février 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie M. Modibo Touré, représentant spécial du Secrétaire général en Guinée-Bissao, pour son intervention claire et précise, qui nous rappelle combien la Guinée-Bissao se trouve aujourd'hui à un tournant décisif de son histoire.

Je remercie également l'ambassadeur Mauro Vieira pour son action à la tête de la Configuration Guinée-Bissao de la Commission de consolidation de la paix et pour son appel fort au soutien des initiatives régionales et au respect du cycle électoral en Guinée-Bissao.

Monsieur le Président,

La France est préoccupée par la non-application des accords de Conakry depuis octobre 2016. Ces accords, qui prévoient notamment la désignation d'un Premier ministre de consensus, sont restés lettre morte alors même qu'ils fournissent un plan de résolution du conflit.

Cette impasse politique n'est pas sans conséquences sur le terrain. Des heurts ont eu lieu à plusieurs reprises entre la police et les partis politiques d'opposition. Le respect des droits de l'Homme n'est pas non plus assuré en Guinée-Bissao. Les derniers développements sur le terrain montrent que les autorités bissao-guinéennes n'hésitent plus à limiter la liberté de réunion et la liberté de manifestation. Or, l'établissement d'un cadre de conformité robuste en matière de respect des libertés publiques est une condition indispensable à une sortie de crise en Guinée-Bissao. Nous appelons donc la communauté internationale à être particulièrement vigilante à cet égard.

Monsieur le Président,

Du fait des risques de détérioration de la situation politique et sécuritaire, il est grand temps que l'ensemble des parties respectent leurs engagements pour parvenir à un consensus national. C'est d'autant plus le cas que la fenêtre d'opportunité est étroite, à mesure que la date des élections législatives, prévues au printemps de cette année, approche. Il est particulièrement important à cet égard de faire en sorte que le calendrier des élections législatives et présidentielles soit maintenu.

Monsieur le Président,

J'insisterai sur trois points qui nous semblent essentiels dans la perspective du renouvellement du mandat du BINUGBIS d'ici la fin de ce mois.

Premièrement, nous devons apporter un soutien accru aux initiatives régionales. À ce titre, la France salue les efforts répétés de la CEDEAO, notamment l'action de l'ECOMIB, et l'adoption récente d'une liste de sanctions relative aux personnes entravant la mise en œuvre de l'accord de Conakry. Il s'agit d'une avancée importante et d'un signal envoyé aux acteurs locaux concernés. Nous sommes convaincus que la solution au conflit passera par la concertation entre les acteurs locaux et la communauté internationale. À cet égard, le format dit P5 local Bissau, qui regroupe l'Union africaine, l'Union européenne, les Nations unies, la CEDEAO et la Communauté des pays de langue portugaise, offre une plateforme de coordination privilégiée qu'il convient de soutenir.

Deuxièmement, il est crucial que le Conseil de sécurité joue pleinement son rôle dans la résolution de l'impasse politique actuelle en Guinée-Bissau. Notre Conseil doit accroître la pression sur les acteurs locaux, en particulier le président Vaz, et mettre chacune des parties bissau-guinéennes face à ses responsabilités. Des sanctions ont été prises en 2012 à travers la résolution 2048 et des mesures complémentaires pourraient être envisagées en soutien aux mesures prises par la CEDEAO.

Troisièmement, dans ce contexte, il est essentiel de renouveler le mandat du BINUGBIS, qui vient à échéance le 28 février prochain, et de marquer ainsi l'engagement des Nations unies à continuer de participer au processus de résolution du conflit. Nous devons aussi envisager une restructuration du BINUGBIS à la lumière d'une évaluation de l'impact de ses activités sur le terrain.

Monsieur le Président,

Il est temps pour les parties en Guinée-Bissau de passer de la parole aux actes. Les engagements doivent maintenant se traduire en actions concrètes.

Je vous remercie./.